

Fabrice BIN

Professeur de droit public
Sciences Po Toulouse

Ancien élève de l'École normale supérieure de Cachan

Sciences Po Toulouse
21, Allée de Brienne 685 Toulouse Cedex 6

Manufacture des tabacs Bureau MD415 LaSSP

courriel : fabrice.bin@sciencespo-toulouse.fr
fabrice.bin@ut-capitole.fr



Né en 1977 à Nice (*Alpes-Maritimes*)

1. FORMATION

11. Diplômes et titres universitaires

14 mars 2024 : Habilitation à diriger des recherches, Université Toulouse 1 Capitole

26 novembre 2005 : Docteur en droit, mention très honorable avec les félicitations du jury

2001 : Magistère de droit et gestion de l'ENS - Cachan et de l'Université de Rennes 1

2000-2001 : Major du DEA de Finances publiques et fiscalité, Aix-Marseille III, mention Bien

1998-1999 : Maîtrise en Droit mention « Droit européen », mention Assez Bien, Rennes 1

12. Concours de l'enseignement public

2024 : Professeur des Universités : recruté sur concours par Sciences Po Toulouse le 9 juillet 2024

2006 : Maîtrise de conférences de droit public : qualification par le CNU le 5 février 2006.

2000 : Professeur du secondaire : agrégation de l'Université en économie et gestion, option A (gestion administrative)

2. CARRIERE UNIVERSITAIRE

Depuis le 1^{er} septembre 2024 : affecté sur un poste de Professeur des Universités – Sciences Po Toulouse

2011-2024 : Maître de conférences (Mcf) à l'Université Toulouse 1 Capitole – Faculté de droit

2006-2011 : Mcf à l'Université Paris I – Panthéon-Sorbonne, École de Droit de la Sorbonne

2004-2006 : Attaché Temporaire d'Enseignement et de Recherche (ATER) Aix-Marseille Université

2001-2004 : Allocataire Moniteur Normalien (AMN) Aix-Marseille Université

3. RATTACHEMENT SCIENTIFIQUE

Depuis le 1^{er} sept. 2024 : Laboratoire des Sciences sociales du Politique (LaSSP) – Sciences Po Toulouse

Depuis 2011 : IRDEIC (Institut de recherche en droit européen, international et comparé) – EA 4211 – Centre d'excellence Jean Monnet – Toulouse 1 Capitole – Directeur : M. le professeur M. Blanquet

puis Mme le professeur Hélène Gaudin. Centre européen de recherches fiscales et financières (CERFF) et Centre de Droit comparé (CDC) – membre associé depuis 2024

2006-2011 : Centre d'Étude des Politiques Fiscales et Financières Publiques – CEPFFP – rattaché à l'Institut de recherche juridique de la Sorbonne – IRJS – André Tunc.

2001-2005 : Centre d'Études Fiscales et Financières (CEFF, rattaché à l'unité CNRS GDR 1177 de Droit Comparé).

4. FONCTIONS ADMINISTRATIVES A L'UNIVERSITE

41. À Sciences Po Toulouse

2024 : Membre de la Commission scientifique

42. À l'Université Toulouse 1 Capitole

2014-2024 : Directeur du Centre européen de recherches fiscales et financières (CERFF) au sein de l'IRDEIC

2022 : Président du Comité de sélection (COS) pour le recrutement d'un maître de conférences de droit public en droit fiscal

2013, 2015, 2017 : membre du Comité de sélection (COS) pour le recrutement des maîtres de conférences (Mcf) de droit public

2012-2014 : directeur du Centre de droit comparé (CDC) au sein de l'IRDEIC

43. Autres Universités

2023 : membre extérieur du COS – Université de Cergy-Pontoise et Université Paris-Saclay (Sceaux).

2017 : membre extérieur du COS – Université de Cergy-Pontoise.

2015 : membre extérieur du COS – Université de Pau.

2013 : membre extérieur du collège d'experts de la section 02 de l'Université Lyon 3 – Jean Moulin

2011, 2012, 2013, 2015 : membre extérieur du COS – Université de Poitiers.

2011 : membre extérieur du COS – Université de Reims (Champagne-Ardenne).

2010, 2012, 2014 : membre extérieur du COS – Université de Grenoble (UPMF).

2010-2011 : Assesseur du directeur de l'UFR 01 Droit et Administration publics – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

2009-2011 : Vice-président du Comité consultatif scientifique et du COS – Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

5. PARTICIPATION A DES PROGRAMMES DE RECHERCHE OU DES MANIFESTATIONS

2018-2023 : projet ANGLO sur les systèmes financiers publics anglo-saxons dirigé par A. Guigue, Université de Chambéry-Savoie

2013-2015 : préparation d'un colloque franco-tchèque sur l'abus de droit – Prague 18-19 juin 2015

2014 : collaboration IRDEIC – CEFF pour le colloque « Territorialité fiscale », Aix, 5-6 déc. 2014

2012 : membre du Laboratoire méditerranéen de Droit public (LMDP) - dir. M. le Professeur Touzeil-Divina

2012 : membre du Collectif pour l'Unité du Droit (CLUD) – dir. M. le Professeur Touzeil-Divina

2008-2009 : participation à l'équipe des Ateliers de droit fiscal du CEPFFP dans la préparation du colloque « La question préjudicielle de constitutionnalité : perspectives fiscales », Paris, 20 mai 2009.

Depuis octobre 2007 : participation au projet « La gouvernance locale dans l'Union européenne » (OLA), dirigé par M. Stéphane Guérard et Mme Michèle Breuillard (CERAPS, UMR 8026 CNRS, Lille2).

2005-2010 : projet initié par M. le professeur L. Philip : collaboration au site internet (www.sffp.asso.fr) : rédaction de notices biographiques et bibliographiques.

Avril 2003 : collaboration à l'édition des actes du Colloque de Marseille des 4 et 5 avril 2003, « *Les chambres régionales et territoriales des comptes, XX^e anniversaire* », sous la direction de MM. A. Pichon et G. Orsoni (LGDJ, 2004) : transcription écrite de cinq interventions et de débats.

2001-2004 : contribution à un projet pluridisciplinaire autour du thème de « L'altérité » dans le cadre du CIES Provence-Côte d'Azur – Corse.

6. THEMES DE RECHERCHE

Finances publiques ; Droit fiscal et systèmes fiscaux ; Droit comparé ; Finances publiques comparées ; Histoire des doctrines ; Politiques fiscales européennes ; Fiscalité de l'environnement.

7. THESE

Titre : *La pensée religieuse et l'impôt. Contribution à l'étude de l'influence de la pensée chrétienne sur les systèmes fiscaux d'Europe occidentale*

Composition du jury : Messieurs les professeurs Pierre Beltrame, université Aix-Marseille III (Directeur de recherche), Emmanuel de Crouy-Chanel, Université Jules Verne Picardie (suffragant), Jacques Grosclaude, Université de Strasbourg (président du jury), Marc Leroy, Université de Reims Champagne-Ardenne (rapporteur), Vinh N'Guyen Quoc, ENS Cachan antenne de Bretagne (rapporteur) et Gilbert Orsoni, Université Aix-Marseille III (suffragant).

Première inscription : novembre 2001 - Soutenance : 26 novembre 2005 à Aix en Provence

Honorée du Prix de thèse de droit public des Editions législatives (Aix-en-Provence 2007)

8. PUBLICATIONS

81. Ouvrages

- Avec A-Th. Norodom (co-dir.), *Les finances des organisations internationales, SFDI – SFFP*, Paris, Pedone, 2022, 272 p.
- *Droit administratif*. Cours, méthodologie, exercices corrigés, Paris, Ellipses, collection « Coursus AES », 2010, 304 p.
- *L'influence de la pensée chrétienne sur les systèmes fiscaux d'Europe occidentale*, Préface de P. Beltrame, Paris, L'Harmattan, collection « Finances publiques », 2007, 464 p.

82. Chroniques

- Contribution à la chronique mensuelle collective « Repères en finances publiques » (questions européennes et internationales), Revue *Gestion & Finances publiques*, depuis juin 2017
- Chronique fiscale, Revue *Société, Droit & Religion*, CNRS, 2010-2014.
- Chronique de jurisprudence fiscale, en collaboration avec Céline Bas, *Annuaire Droit et Religions*, PUAM, 2008-2017.

83. Articles

1. « Taxes nutritionnelles, fiscalité environnementale : quel avenir pour les taxes comportementales ? », *JDSAM* n°41 (novembre 2024) pp.67-74.
2. Avec C. Viessant, « La prise en compte des enjeux environnementaux lors du contrôle de constitutionnalité des lois financières est-elle possible ? », in « Le contrôle de constitutionnalité des lois financières », actes du colloque organisé le vendredi 19 janvier 2024 par la SFFP en partenariat avec le Conseil constitutionnel, *Titre VII*, n°spécial 12 juillet 2024, en ligne : <https://www.conseil-constitutionnel.fr/publications/titre-vii/la-prise-en-compte-des-enjeux-environnementaux-lors-du-controle-de-constitutionnalite-des-lois>
3. « Les dépenses fiscales dans le domaine du sport : quel cadre constitutionnel ? », *Dr. fisc.* n°27, 26 juin 2024, colloque, art. n°295, pp. 36-41.
4. « Droit fiscal international de l'environnement et souveraineté fiscale nationale », *REIDF*, 2023, n°4, pp. 447-454.
5. « Les références à l'œuvre de Jean Dubergé dans la doctrine fiscale contemporaine », *RFFP* n°165, fév. 2024, pp. 169-178.
6. « 1948-1958, La création des « polyvalents » : Maurice Lauré et la modernisation du contrôle fiscal », in Dossier « la réforme fiscale », *REIDF*, 2023, n°3, pp. 349-360.
7. « Les sociétés d'artistes, sportifs ou de services (CGI, art. 155 A) », dossier « Les présomptions en droit », *REIDF* n°2022-2, 25/05/2022, pp. 55-63.
8. Avec P. Beltrame, « La politique fiscale de Valéry Giscard d'Estaing : vingt ans de novations fiscales (1959-1981) », *Gestion & Finances publiques* n°3, Mai-Juin 2022, pp. 50-63.
9. « Une fiscalité française vert pâle : périmètre et enjeux financiers », *Rev. G. & FP*, 2021, n°2, pp. 35-42.
10. « Le mythe de la *summa divisio* impôt directs/impôts indirects : le moteur à mouvement perpétuel du débat fiscal », *Rev. G. & FP*, 2021, n°1, pp. 35-42.
11. « La fin du cash et la gestion optimale des finances publiques », Actes du colloque « La numérisation de l'argent liquide : la fin du "cash" ? » dir. par J.-F. Boudet et G. Koubi, Paris, déc. 2018, *Revue de l'Euro*, N°54, déc. 2019. En ligne : <https://resume.uni.lu/story/la-fin-du-cash-et-la-gestion-optimale-des-finances-publiques-4>
12. « Les Six livres de la République de Jean Bodin (1re éd. 1576) », *REIDF*, 2019, n° 3, dossier « Les grandes œuvres fiscales », pp. 301-307.
13. « L'impôt sur le revenu de Joseph Caillaux (1910) », *REIDF*, 2019, n° 3, dossier « Les grandes œuvres fiscales », pp. 359-365.
14. « Des polices de la forêt. Épais taillis ou élégant bosquet ? », In M. Touzeil-Divina, A. Lami et M. Eude (dir.), *L'Arbre, l'Homme et le(S) Droit(S) - 65e Anniversaire de la Parution de l'Homme Qui Plantait des Arbres de Jean Giono*, Revue Méditerranéenne de droit public vol. X, Paris, Édition l'Épitoje- LGDJ, mars 2019, p.323-332.
15. « Le financement du/des service(s) public(s) de l'eau : Impôt ou redevance ? », in N. Sakellariou et M. Touzeil-Divina (dir.), *Service(s) public(s) en Méditerranée*, actes du colloque d'Athènes, oct. 2017, Revue Méditerranéenne de droit public vol. VIII, Paris, Édition l'Épitoje- LGDJ, oct. 2018, p.311-317.
16. « Jean Bodin », Galerie des internationalistes de la Société française pour le droit international, 5 sept. 2018, en ligne : <http://www.sfdi.org/internationalistes/bodin/>
17. « La politique fiscale en France : quels contrôles ? Quelles évaluations ? », dossier « Fiscalité : l'affaire du citoyen », *Les cahiers français*, n°405, juillet-août 2018, pp. 80-89.
18. « La résistance catholique à l'introduction de l'impôt moderne sur le revenu : France fin XIX^e s. – début XX^e s. », *Annuaire Droit et Religions*, vol.9, 2017-2018, pp. 15-24.

19. « La gauche et l'Impôt sur le Revenu avant 1917 », *RFFP*, n° 140, déc. 2017, pp. 163-172.
20. « Le renouvellement de la prise de décision financière au sein de l'Union européenne suite aux crises récentes : Quelle solidarité dans la procédure budgétaire européenne et au sein du Mécanisme européen de stabilité (MES) ? », Actes du colloque de Rennes, janv. 2017, *Rev. G. & FP*, 2017, n°4, pp. 41-46.
21. « Le « pouvoir de suffrage » chez Hauriou et sa postérité doctrinale », *RFDC* n°108, 2016-4, pp. 807-829.
22. « La politique fiscale peut-elle contribuer à la citoyenneté européenne ? », in S. Marzagalli et P.-Y. Quiviger (dir.), Actes du colloque « La construction européenne et ses apories », Nice, janv. 2015, *Revue française d'histoire des idées politiques*, n°43, avr. 2016, pp. 205-230.
23. « Les taxes carbonées à l'épreuve du principe d'égalité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel », *REIDF*, 2015 n° 4, pp.511-517.
24. « La bonne gouvernance fiscale en matière de lutte contre la fraude », *Dr. fisc.*, 2015, n°15, et. 252, pp. 21-27.
25. « Identités culturelles et harmonisation fiscale européenne », *Droits*, n°59, 2014, pp.247-268.
26. Direction du dossier « Financement des cultes en Europe », *Revue Société, Droit et Religion*, CNRS, n°3, 2012, juin 2013, pp.9-111.
27. « La justification juridique du financement public des cultes : le problème d'un principe fondamental indéfini », *Revue Société, Droit et Religion*, CNRS, n°3, 2012, juin 2013, pp.67-86.
28. « Le touriste, l'hébergement et l'impôt », *Juristourisme* n°141, avril 2012, pp. 21-24.
29. « L'impôt juste selon la seconde scolastique espagnole », *La Revue du Centre Michel de l'Hospital*, mars 2012, n°1, Clermont-Ferrand, pp. 42-55, en ligne : [http://droit.u-clermont1.fr/uploads/sfCmsContent/html/1094/La revue du CMH 1.2.pdf](http://droit.u-clermont1.fr/uploads/sfCmsContent/html/1094/La%20revue%20du%20CMH%201.2.pdf).
30. « Transferts de compétences, transferts de charges, transferts de patrimoines ... (Essai de bilan synthétique) », in R. Hertzog (dir.), Dossier « La Dépense publique », *Droit et Gestion des collectivités territoriales, Annuaire du GRALE*, 2011, pp. 63-73.
31. (avec Ch. De la Mardière et L. Vapaille), « Enquête relative à l'enseignement du droit fiscal au sein de l'Université », *Gestion & Finances publiques (ex. Revue du Trésor)*, juillet 2011, pp. 482-487.
32. « La Charte constitutionnelle de l'environnement devant les juges constitutionnels et administratifs français », *Revista de Direito do Ambiente e Ordenamento do Território*, (Revue de l'Association portugaise pour le droit de l'environnement), n°16-17, 2011, pp.119-141 et repris dans *Opinião Jurídica – Revista do Curso de Direito da Faculdade Christus* (Brésil), n. 12, ano VIII, 2010, pp. 287-307 (publié en français)
33. « La fiscalité, un instrument au service de la politique culturelle », *AJCT*, avril 2011, pp.165-169.
34. « Panorama fiscal des divers modes de locations touristiques », *Juristourisme* n°129, 2011, pp. 32-35.
35. « Actualité de la fiscalité culturelle en droit français : où en est la laïcité fiscale ? », *Revue Société, Droit & Religion*, CNRS, n°1, 2010, pp. 13-28.
36. « Analyse comparée des incitations fiscales en Europe pour la gestion de l'eau », *ERA Forum*, vol.10, n°4, déc. 2009, pp. 589-610.
37. « Fonds européens et collectivités locales », *Revue de gestion et de finances publiques* (ancienne *Revue du Trésor*), N° spécial de novembre 2009 consacré aux relations financières entre l'Etat et les collectivités locales, pp.868-871.
38. « L'assujettissement des sociétés aux impôts écologiques : principes et mises en œuvre en droit comparé », *Journal des sociétés*, octobre 2009, n°69, pp.53-57.
39. « La fiscalité environnementale », *Questions internationales*, La documentation française, n°38, juillet-août 2009, pp.32-33.

40. « L'impôt progressif à travers les doctrines catholiques et protestantes », *Revue de Droit fiscal*, n° Hors-série– *L'année fiscale*, avril 2008, pp.10-17.
41. « L' "otto per mille" italien, avenir du financement des cultes en Europe ? », *Annuaire Droit et Religions*, n°2, PUAM, 2007, pp. 211-226.
42. « Questions juridiques soulevées par l'impôt d'Église en Suisse », *Annuaire Droit et Religions*, n°1, PUAM, 2005, pp. 223-238.

84. Participations à ouvrage collectif

1. « Les conditions matérielles de la liberté - La conciliation du droit fiscal et de la liberté de religion » in Ch. Mengès-Le Pape (dir.), *La liberté, études théologiques et juridiques*, Actes du colloque de Montauban 2022, Toulouse, PUTC, nov. 2024, pp.597-607.
2. « La réception de l'héritage britannique en Nouvelle-Zélande », Chapitre 3 in A. Guigue (dir.), *Les finances publiques anglo-saxonnes Approche historique et juridique*, Paris, Mare & Martin, coll. « Droit et gestions publiques », 18 janv. 2024, pp.77-100.
3. « La Nouvelle-Zélande : genèse d'un nouveau modèle « anglo-saxon » de gouvernance des finances publiques ? », Chapitre 10 in A. Guigue (dir.), *Les finances publiques anglo-saxonnes Approche historique et juridique*, Paris, Mare & Martin, coll. « Droit et gestions publiques », 18 janv. 2024, pp.245-274.
4. « Le Conseil européen, grand argentier de l'Union européenne », in D. Blanc (dir.), « *Le Conseil européen, aspects institutionnels et matériels, le politique des politiques de l'Union* », Acte du colloque de Toulouse, 18 nov. 2022, Bruxelles, Bruylant, 16 nov. 2023, pp.237-250.
5. (avec C. Viessant), « France » (la politique fiscale pour lutter contre le changement climatique), in M. Sadowsky (dir.), *Fiscal Policies to Mitigate Climate Change*, Rapport national joint aux actes de la table ronde lors du colloque de l'AIDC, Asuncion, oct. 2022, Cambridge, Intersentia, 2023, pp. 311-325.
6. « Les finances publiques des Iles Cook et de Niue », in J. Beneteau (dir.), *Les finances publiques en Océanie – II – Etats et territoires de Mélanésie, Micronésie et Polynésie. Collectivités françaises du Pacifique. Relations financières*, Aix-en-Provence, PUAM, coll. « Droit d'Outre-mer », 27 sept. 2023, pp. 141-168
7. « Les finances publiques des Iles Tuvalu », in J. Beneteau (dir.), *Les finances publiques en Océanie – II – Etats et territoires de Mélanésie, Micronésie et Polynésie. Collectivités françaises du Pacifique. Relations financières*, Aix-en-Provence, PUAM, coll. « Droit d'Outre-mer », 27 sept. 2023, pp. 169-182.
8. « Les finances des organisations régionales du Pacifique Sud », in J. Beneteau (dir.), *Les finances publiques en Océanie – II – Etats et territoires de Mélanésie, Micronésie et Polynésie. Collectivités françaises du Pacifique. Relations financières*, Aix-en-Provence, PUAM, coll. « Droit d'Outre-mer », 27 sept. 2023, pp. 277-298.
9. « Note sur la PASAI : Pacific Association of Supreme Audit Institutions », in J. Beneteau (dir.), *Les finances publiques en Océanie – II – Etats et territoires de Mélanésie, Micronésie et Polynésie. Collectivités françaises du Pacifique. Relations financières*, Aix-en-Provence, PUAM, coll. « Droit d'Outre-mer », 27 sept. 2023, pp. 299-305.
10. « Le droit de propriété et l'impôt au travers de la doctrine privatiste », in *Par le droit immobilier et au-delà. Mélanges en l'honneur de Daniel Tomasin*, Paris, Dalloz, 8 déc. 2022, pp.221-233.
11. « n°33 - Vin et prohibition de la fiscalité protectionniste dans le marché intérieur », comm. sous CJCE 8 avril 2008, Commission c. Suède, aff. C-167/05, in Th. Georgopoulos (dir.), *Les grands arrêts du droit vitivinicole*, Paris, Mare & Martin, 1^{er} déc. 2022, pp. 541-561.

12. « Légitimité démocratique, légitimité technocratique et légitimité de l'expertise : les légitimités comparées du Parlement, du Gouvernement et de la Cour des comptes au prisme de la doctrine juridique française », in C. Husson-Rochcongar (dir.), *La légitimité en finances publiques*, Paris, Mare & Martin, 3 nov. 2022, pp. 199-218.
13. « LOLF et environnement », in V. Dussart (dir.), *La LOLF à 20 ans !*, colloque de Toulouse, 22 oct. 2021, Toulouse, Presses UT1, 22 nov. 2022, pp. 289-298.
14. « L'Europe fiscale : Impasse de l'harmonisation fiscale ou mutation des instruments juridiques de transfert de la souveraineté fiscale ? », in F.-V. Guiot (dir.), *Souveraineté européenne : du discours politique à une réalité juridique ?*, Actes du colloque de Toulouse, 26-27 sept. 2019, Paris, Mare & Martin, 22 sept. 2022, pp. 261-275.
15. « La fiscalité peut-elle développer l'éthique environnementale ? », in O. Debat (dir.), *Vers une autorégulation de l'éthique des activités économiques : entre incitations et contraintes*, Actes du colloque de Toulouse, 19 nov. 2021, Paris, lexisnexis, 11 août 2022, pp. 57-67.
16. S. de Fontaine et F. Bin, « Confiance mutuelle et droit fiscal de l'Union européenne », in F. Riem et M. Poelemans (dir.), *La confiance mutuelle dans l'Union européenne. De l'objectif politique au principe juridique*, Paris, Mare & Martin, coll. « Horizons européens », 16 juin 2022, pp.145-176.
17. « Le contrôle interne des Etats sur leur contributions aux organisations internationales », in A.-Th. Norodom et F. Bin (dir.), *SFDI-SFFP, Les finances des organisations internationales*, Paris, Pedone, 2022, pp. 257-270.
18. A.-Th. Norodom et F. Bin, « Propos introductifs », in A.-Th. Norodom et F. Bin (dir.), *SFDI-SFFP, Les finances des organisations internationales*, Paris, Pedone, 1^{er} mai 2022, pp.7-20.
19. S. de Fontaine et F. Bin, « Frontière et fraude fiscale : une relation juridique consubstantielle », in B. Touchelay (dir.), *Fraudes, Frontières et Territoires XIIIe-XXIe Siècle*, Acte du colloque de Paris, 23-24 nov. 2017, Paris, IGPDE, coll. Animation de la recherche, 2020, pp.337-352.
20. « Jean Jaurès et l'égalité par l'impôt », in M. Touzeil-Divina, C. Combes, D. Espagno-Abadie et J. Schmitz (dir.), *Jean Jaurès et le(s) droit(s)*, Paris, Editions l'Epitoge, 2020, pp. 65-77.
21. « À l'ombre du positivisme : quelle place pour une doctrine de la justice fiscale propre aux juristes fiscalistes (XIXe-XXe siècle) ? », in Cédric Glineur, Emmanuel de Crouy-Chanel et Céline Husson-Rochcongar (dir.), *La justice fiscale (Xe-XXIe siècle)*, Bruylant, 2020, pp. 133-151.
22. « L'invocation de la Déclaration des droits de l'Homme en droit fiscal », *Des racines du Droit et des contentieux : Mélanges en l'honneur du professeur Jean-Louis Mestre*, Paris, Editions l'Epitoge, collection « académique » vol. IX, mars 2020, T. 2, pp. 23-32.
23. Erreur n°37 : « Chaque contribuable doit adresser sa déclaration d'impôt au fisc », in A.-L. Chaumette et R. Maurel (dir.), *Les contre-annales du Droit public*, Paris, Enrick B. éditions, coll. « Le meilleur du droit », 2020, pp. 239-243.
24. Erreur n°38 : « La loi organique relative aux lois de finances est une loi de finances », in A.-L. Chaumette et R. Maurel (dir.), *Les contre-annales du Droit public*, Paris, Enrick B. éditions, coll. « Le meilleur du droit », 2020, pp. 245-250.
25. Erreur n°39 : « La TVA est une taxe et la redevance télévision est une redevance pour service rendu », in A.-L. Chaumette et R. Maurel (dir.), *Les contre-annales du Droit public*, Paris, Enrick B. éditions, coll. « Le meilleur du droit », 2020, pp. 251-256.
26. « La « redevance télé » : quel financement pour un service public moderne ? », in L. Rapp, S. Hamdouni et D. Guignard (dir.), *Culture, Société & Territoires, Mélanges en l'honneur du professeur Serge Regourd*, Paris, Institut Universitaire Varenne, coll. Colloques & Essais, 2019, pp. 841-852.
27. « Surveillance européenne des déficits budgétaires : bilan juridique d'un régime d'exception politique », in E. Carpano et G. Marti (dir.), *L'exception en droit de l'Union européenne*, colloque de Lyon, 12-13 oct. 2017, Rennes, PUR, coll. « Droits européens », juin 2019, pp. 85-94.

28. « Les bases constitutionnelles incertaines du droit fiscal de l'environnement », in V. Fumaroli et S. Schmitt (dir.), *La fiscalité environnementale : entre attentes, doutes et pragmatisme*, Actes du colloque de Toulon, 2015, Aix-en-Provence, PUAM, 2018, pp. 101-116.
29. « Nouvelle-Zélande », in J. Beneteau (dir.), *Les finances publiques en Océanie – I – Australie, Nouvelle-Zélande, collectivités françaises du Pacifique*, Aix-en-Provence, PUAM, coll. « Droit d'Outre-mer », 2018, pp. 37-73.
30. « Le problème du financement des organisations internationales : crise ou dérèglement financier durable ? » in *De l'esprit de réforme et de quelques fondamentaux. Mélanges en l'honneur du Professeur Gilbert Orsoni*, sous la dir. de S. de Caqueray, C. Viessant, J.-L. Albert et T. Lambert, Aix-en-Provence, PUAM, 2018, pp. 85-97.
31. « La libre circulation des chercheurs », in M. Touzeil-Divina (dir.), *Liberté(s) ! En Turquie ? En Méditerranée !*, En hommage au professeur Ibrahim Kaboğlu, coll. « Revue Méditerranéenne de Droit Public Vol. IX », Paris, L'épilogue-LGDJ, 24 juin 2018, pp. 69-77.
32. « Le cadre européen de la compétence budgétaire du Parlement », in H. Gaudin (dir.), *La Constitution européenne de la France*, Paris, Dalloz, 2017, pp. 203-220.
33. Diverses entrées (fiscalité environnementale, impôts indirects locaux, taxe d'aménagement) in G. Orsoni (dir.) et Société française de Finances publiques, *Dictionnaire encyclopédique de Finances publiques*, Paris, Economica, 2^e éd., 2017, pp. 476-479, pp.551-553 et p.861.
34. « Lanceur d'alerte et droit fiscal », in M. Disant et D. Pollet-Panoussis (dir.), *Les lanceurs d'alerte*, Paris, LGDJ, 2017, pp. 215-233.
35. « N comme Nutella. Chocolat et finances publiques », in M. Touzeil-Divina et D. Espagno-Abadie (dir.), *Les mots d'Annie Héritier. Droit(s) au cœur et à la culture, Mélanges à la mémoire d'Annie Héritier*, Paris, CLUD L'épilogue - LGDJ, 2017, pp. 181-186.
36. (avec C. Viessant), « Francia », in A. Di Pietro (dir.), *La fiscalità ambientale in Europa e per l'Europa*, Bari, Cacucci, 2016, pp. 211-249 (en français).
37. « La place des disciplines juridiques spéciales au sein de la recherche en droit », in B. Sergues (dir.), *La recherche juridique vue par ses propres acteurs*, Actes du colloque de Montauban, 2014, Toulouse, Presses UT1 Capitole, 2016, pp 197-208.
38. « La réception de la théorie de l'abus de droit en droit français », in L. Tichý, S. Maslowski et T. Troup (dir.), *Zneuziti Prava (L'abus de droit)*, Actes du colloque franco-tchèque, 2015), Centre de droit comparé de l'Université Charles de Prague, Prague, ediční řady, 2016, pp.11-20. (trad. tchèque)
39. « L'apport du comparatisme en fiscalité des sociétés », in *Écrits de droit de l'Entreprise - Mélanges en l'honneur de Patrick Serlooten*, Paris, Dalloz, 2015, pp. 313-325.
40. « La présidence de l'Université hier et aujourd'hui », in *Mélanges en l'honneur du Professeur Ch. Louit*, Bruxelles, Bruylant, 2015, pp.421-443.
41. « Territorialité et livraison de biens meubles corporels », in F. Querol (dir.), *La réorientation européenne de la TVA à la suite du renoncement au régime définitif*, Actes du colloque de Toulouse 2012, Toulouse, LGDJ - Presses de l'Université Toulouse 1 Capitole, coll. Les travaux de l'IFR n°16, 2014, pp.41-53.
42. « Des niches pour protéger l'environnement (impôt sur le revenu et politique environnementale) », in L. Vapaille (dir.), *Refonder l'impôt sur le revenu ?*, Paris, L'Harmattan, 2013, pp.99-112.
43. « La fiscalité », Sixième partie, Titre II de F. Messner, P.-H. Prelot et J.-M. Wœhring (dir.), *Traité de droit français des Religions*, 2^e éd., Paris, Litec, mars 2013, pp.1421-1462.
44. « L'enseignement du droit fiscal », in P. Gonod et L. Cadiet (dir.), *L'Ecole de droit de la Sorbonne dans la Cité*, ouvrage commémoratif, Paris, IRJS Editions, janvier 2013, pp. 146-153.
45. « La voie de son maître : de l'imposition « réelle » à l'imposition des revenus procurés par l'animal », in Bassac (V.), Baudrez (M.) et Di Manno (T.) (dir.), *L'animal, un homme comme les autres ?*, Bruylant, Bruxelles, juillet 2012, pp. 157-170.

46. « Sexualité et fiscalité », in Baudrez (M.) et Di Manno (T.) (dir.), *Les sexualités : répression, tolérance, indifférence*, Bruxelles, Bruylant, avril 2012, pp. 207-236.
47. « Établir l'assiette et recouvrer l'impôt : exemples de procédés étrangers », in N. Guillet (dir.), *Les transformations de l'administration fiscale*, Paris, L'Harmattan, 2011, pp. 55-69.
48. « Religion et impôt. La doctrine catholique de l'obéissance à l'impôt : une éthique du contribuable au service du bien commun », in J.-Y. Naudet (dir.), *Ethique et fiscalité*, Actes du colloque d'Aix-en-Provence 24-25 juin 2010, PUAM, 2011, pp. 61-84.
49. (Avec P. Beltrame), « La réforme fiscale environnementale en Europe du Nord : un exemple de politique fiscale concertée », in *Réforme des finances publiques et modernisation de l'administration : Mélanges Robert Hertzog*, Paris, Economica, 2010, pp.31-42.
50. « Interprétation de la loi fiscale et idéologies politiques », *Mélanges Pierre Beltrame*, Aix-en-Provence, PUAM, 2010, p.91-115.
51. « Consentement à l'impôt (Histoire du -) », Article in Hertzog (R.) (dir.), *Dictionnaire encyclopédique des Finances publiques*, 2nde édition « virtuelle » sur le site de la Société Française de Finances Publiques : <http://www.sffp.asso.fr>, 2010.
52. « Estonie », in Orsoni (G.) (dir.), *Les Finances publiques en Europe*, Paris, Economica, coll. « Finances publiques », 2007, pp. 145-155.
53. « Lettonie » in Orsoni (G.) (dir.), *Les Finances publiques en Europe*, Paris, Economica, coll. « Finances publiques », 2007, pp. 280-292.
54. « Lituanie », in Orsoni (G.) (dir.), *Les Finances publiques en Europe*, Paris, Economica, coll. « Finances publiques », 2007, pp. 293-303.
55. « L'altérité en droit public », in « *Penser l'altérité* », Lordon A. (dir.), Aix-en-Provence, PUAM, 2004, pp. 178-204.

85. Fascicules de Jurisclasseur

1. E-fascicules de synthèse « Revenu global » et « Liquidation de l'impôt sur le revenu », *Juris-Classeur, Fiscalité*, Impôt direct. Mise à jour annuelle.
2. Fascicule 1126-90 : Impôt sur les sociétés. - Sociétés coopératives soumises à l'impôt sur les sociétés, *JurisClasseur Fiscal, Impôts directs*, janvier 2009, 23 p.
3. Fascicule 1126-100 : Impôt sur les sociétés. - Coopératives exonérées d'impôt sur les sociétés, *JurisClasseur Fiscal, Impôts directs*, janvier 2009, 28 p.
4. Fascicule 1167 : Crédit d'impôt pour la prévention des difficultés des entreprises (CGI, art. 244 quater D), *JurisClasseur Fiscal, Impôts directs*, Décembre 2007, 4 p.

86. Notes de Jurisprudence

1. « Le vin n'est fiscalement pas un alcool comme les autres » Note sous CJUE, 30 Avril 2020, C-184/19, affaire Hecta Viticol SRL c/ Agenția Națională de Administrare Fiscală (ANAF) de Roumanie, *Jus Vini*, 2020 n°2, pp. 269-277.
2. « Imposition et liberté d'exercice du culte », note sous 8 décisions CEDH (depuis CEDH, 29 sept. 2010, n° 8916/05, *Les Témoins de Jéhovah c. France*) et une Cass. (Com, 15 janv. 2013, n° 12-11.642, *Assoc. L'Arche de Marie*) in chronique de jurisprudence fiscale, *Annuaire Droit et Religions*, vol.7, 2013-2014, T.2, 2014, pp.575-583.
3. CAA de Paris, 13 oct. 2011, n° 09PA01621, *Soc. EQUIP Automobiles* et n° 09PA01620, *M Daniel A.*, in Cabannes (X.) (dir.), *Chronique de fiscalité polynésienne 2011*, *Revue Juridique de Polynésie/NZACL YEARBOOK*, n°18, 2012, pp.159-163.

4. « Fédération sportive : l'échec de la conciliation ne permet pas de saisir directement le juge administratif en excès de pouvoir », note sous CE 26 juillet 2011, Ligue corse de football, *AJDA* 2011, pp. 2491-2493.
5. TA Dijon, 26 février 2006, *M. et Mme Chopel S.* (Impôt sur le revenu, CSG et prélèvements sociaux), *Chronique de jurisprudence fiscale, Annuaire Droit et Religions*, n°3, 2008-2009, pp. 490-491.
6. TA Versailles, 5 octobre 2006, *SA VAL (IS – TVA)*, *Chronique de jurisprudence fiscale, Annuaire Droit et Religions*, n°3, 2008-2009, pp. 491-494.
7. TA Paris, 28 novembre 2006, *Eglise universelle du Royaume de Dieu (IS et taxation d'office)*, *Chronique de jurisprudence fiscale, Annuaire Droit et Religions*, n°3, 2008-2009, pp. 494-498.
8. TA Strasbourg, 2 mars 2006, *Association Eglise Evangélique Baptiste la Bonne Nouvelle (Taxe d'habitation)*, *Chronique de jurisprudence fiscale, Annuaire Droit et Religions*, n°3, 2008-2009, pp. 498-499.
9. TA Strasbourg, 7 décembre 2006, *Association Eglise Evangélique Baptiste la Bonne Nouvelle (Taxe d'habitation)*, *Chronique de jurisprudence fiscale, Annuaire Droit et Religions*, n°3, 2008-2009, pp. 499-501.
10. Cour administrative d'appel de Paris, 26 mai 2006, *Société Nationale De Radiodiffusion Et De Télévision Pour l'Outre-Mer (RFO)* (req. n°04PA00212), in Cabannes (X.) (dir.), *Chronique de fiscalité polynésienne 2006, Revue Juridique de Polynésie/NZACL YEARBOOK*, n°13, 2007, pp.217-219.
11. Cour administrative d'appel de Paris, 24 mars 2006, *Société TAHITI PAS CHER* (req. n°03PA01335), in Cabannes (X.) (dir.), *Chronique de fiscalité polynésienne 2006, Revue Juridique de Polynésie /NZACL YEARBOOK*, n°13, 2007, pp.215-217.
12. Décrets n° 2005-248 du 16 mars 2005, n° 2005-248 du 16 mars 2005, n° 2005-1612 du 21 décembre 2005 et arrêté du 16 mars 2005 pris pour l'application du décret n° 64-498 du 1er juin 1964 relatif aux ministres du culte attachés aux forces armées et du Décret n° 2005-248 du 16 mars 2005 modifiant le décret n° 64-498 du 1^{er} juin 1964 relatif aux ministres du culte attachés aux forces armées, *Annuaire Droit et Religions*, PUAM, n°2, 2006-2007, Tome II, pp. 687-689.
13. TA Nantes, 18 janvier 2005, *Association Yogiraj Shymacharan (TVA)*, *Annuaire Droit et Religions*, PUAM, n°2, 2006-2007, Tome II, pp. 819-821.
14. TA de Rouen, 25 janv. 2005, *Association locale pour le culte des témoins de Jehovah d'Evreux*, TA de Limoges, 24 fév. 2005, *Association des Musulmans de Brive* et TA de Versailles, 30 juin 2005, *Centre Chrétien de Mantes-la-Jolie (Taxe foncière)*, *Annuaire Droit et Religions*, PUAM, n°2, 2006-2007, Tome II, pp. 825-827.
15. CAA Paris, 16 juin 2005, *Fédération chrétienne des Témoins de Jehovah de France*, CAA Paris 1^{er} déc. 2005, *Eglise universelle du royaume de Dieu* et CAA Paris 1^{er} déc. 2005, *Association Les Témoins de Jehovah (Accès aux documents administratifs)*, *Annuaire Droit et Religions*, PUAM, n°2, 2006-2007, Tome II, pp. 872-874.
16. TA Rouen, 28 juin 2005, *Sieur Jamyang A. (Taxe professionnelle)*, *Annuaire Droit et Religions*, PUAM, n°2, 2006-2007, Tome II, pp. 877-878.
17. CAA Nancy, 2^e ch., 3 nov. 2005, *Association évangélique baptiste La Bonne Nouvelle (Taxe d'habitation)*, *Annuaire Droit et Religions*, PUAM, n°2, 2006-2007, Tome II, pp. 913-915.

87. Notes de lecture

1. M. Collet, *Finances publiques. 2016-2017*, Paris, LGDJ, coll. précis Domat Droit public, 2016, 530 pages, *RDP*, 1-2017, pp. 213-221.
2. Jean-François Boudet, *Fiches de finances publiques. Finances publiques de l'Etat * Finances locales * Finances sociales * Finances européennes*, Paris Ellipses, 2^e éd., 2015, 597 pages, *RDP*, 3-2016, pp. 1052-1055.

3. Jean-Luc Albert, *Finances publiques*, Paris, Dalloz, coll. Cours, 9^e éd., 2015, 863 pages, *RDP*, 3-2016, pp. 1047-1051.
4. Aurélien Baudu, *Droit fiscal. 2015-2016*, Paris, Gualino-Lextenso, coll. mémentos LMD, 4^e éd., 2015, 261 pages : *Revue de Gestion et Finances publiques* (ex. *Revue du Trésor*), 2-2016, pp. 123-124.
5. R. de Bellescize, *Le système budgétaire des États-Unis*, Paris, LGDJ, coll. Systèmes cours, 2015, 232 pages, *RFFP*, n°133, 2016, pp. 307-310.
6. Michel Bottin, *Itinéraires croisés d'histoire du droit entre France et États de Savoie*, Articles réunis par Olivier Vernier et Marc Ortolani, Préfaces de Maurice Quenet et Gian Savino Pene Vidari, Avant-propos de Colette Bourrier-Reynaud, Nice, ASPEAM – Honoré Serre éditeur, avril 2015, 615 pages, *RFFP*, n° 133, 2016, pp. 310-314.
7. À propos du droit comparé des finances publiques dans deux manuels récents (A. Baudu, *Droit des finances publiques*, Dalloz, coll. Hypercours, août 2015, 850 pages et R. de Belleciszze, *Le système budgétaire des États-Unis*, LGDJ, coll. Systèmes cours, août 2015, 232 pages), *RIDC*, 1-2016, pp.248-252.
8. De « l'impôt confiscatoire » à « l'impôt confisqué », Billet bimestriel, Note de lecture, site de l'Institut international des sciences fiscales (2ISF), juin 2014 : <http://www.2isf.org/de-limpot-confiscatoire-a-limpot-confisque/>
9. « Différentes conceptions des réformes fiscales (Piketty - St-Étienne - Valletoux) », Compte rendu de lecture de T. Piketti et al., *Pour une révolution fiscale*, Seuil ; Ph. Valletoux, *Budgets publics : contribuables et citoyens*, Avis, CESE, 2010 et Ch. Saint-Etienne, *L'Etat et votre argent*, Bourin 2011, *Revue « Gestion et Finances Publiques »* (ex *Revue du Trésor*), n°8-9, août-septembre 2012, pp. 12-16.

88. Études

- (Avec C. Viessant), « *La fiscalité environnementale en France* », contribution à l'étude dirigée par A. Di Pietro dans le cadre de la préparation du semestre italien de présidence du Conseil européen, juillet 2014, 29 p.

89. Presse

- Entretien reproduit in M. Chenou, « Impôt mondial sur les sociétés : six questions sur l'accord conclu entre les pays du G7 », francetvinfo, publié le 06/06/2021 14:51 : https://www.francetvinfo.fr/economie/impots/impot-mondial-sur-les-societes-six-questions-sur-l-accord-conclu-entre-les-pays-du-g7_4652045.html
- « Valéry Giscard d'Estaing, le grand réformateur des impôts », *Les échos*, 7 décembre 2020 : <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/valery-giscard-destaing-le-grand-reformateur-des-impots-1271710>
- « Le consentement à l'impôt, une histoire tumultueuse », entretien avec François Jeanne, site Internet «<http://www.new-cfo.fr> », publié le 24 avril 2013.

90. En préparation

1. « La fiscalité verte, une « opportunité »... qui existe déjà ! », in C. Husson-Rochcongar (dir.), *Finances locales et mutations contemporaines de l'État*, Actes du colloque d'Amiens, 7 sept. 2021, Paris, Mare & Martin, coll. « Droit et gestions publiques », 16 janvier 2025.
2. « Un ecclésiastique peut-il être élu président d'une Université publique en France ? », in *Mélanges en l'honneur de Jean-Louis Gazzaniga*, Toulouse à paraître 2024.

3. « Maurras et l'impôt », in M. Touzeil-Divina, *Charles Maurras & le(s) droit(s)*, Paris, L'Epitoge, coll. « Histoire(s) Du Droit », à paraître 2024.
4. « Les timides avancées de la solidarité budgétaire au sein de l'Union européenne », in Mehdi Mezaguer, Anne Millet-Devalle et Nicolas Pigeon (dir.), *Union européenne et solidarité(s)*, Actes du Congrès de l'AFEE, Nice, 10 juin 2022, Bruxelles, Bruylant, à paraître, 25 avr. 2024, pp.393-407.
5. « *Environmental Law & Economics* : Quelles applications en droit fiscal des résultats d'analyse du cycle de vie ? », *Revue juridique de l'environnement*, publication acceptée ;
6. En coll. avec C. Viessant, *Précis de fiscalité de l'environnement*, Lexisnexis, coll. « Précis fiscal ».

9. COMMUNICATIONS EN COLLOQUES ET CONFERENCES

1. « La fiscalité des clubs sportifs professionnels », Séminaire « L'investissement local en matière sportive », Université Rennes 2 – Sciences po Rennes - Société française de finances publiques, sous la dir. de C. Delon Desmoulin, S. Javerlhac-Bodin et G. Desmoulin, Rennes 26 septembre 2024.
2. « Taxes nutritionnelles, fiscalité environnementale : quel avenir pour les taxes comportementales ? », Colloque « Les enjeux juridiques de la taxe soda », Nantes 11 juin 2024
3. « Les dépenses fiscales dans le domaine du sport : quel cadre constitutionnel ? », Séminaire de la SFFP « Fiscalité du sport », Toulouse 24 mai 2024.
4. Avec C. Viessant, « La prise en compte des enjeux environnementaux lors du contrôle de constitutionnalité des lois financières est-elle possible ? », Colloque « Le contrôle de constitutionnalité des lois financières », Conseil constitutionnel avec la SFFP, 19 janv. 2024.
5. « La fiscalité écologique : vertus et enjeux face à l'insécurité environnementale », comm. lors du coll. *L'insécurité environnementale*, Margaux Frayssinet, Marine Verel, et Eric Naim-Gesbert dir., Toulouse, 23 nov. 2023, 15h30.
6. « Le Conseil européen, grand argentier de l'Union européenne », comm. in colloque « Le Conseil européen, aspects institutionnels et matériels, le politique des politiques de l'Union », D. Blanc (dir.), Toulouse, 18 nov. 2022.
7. « Les références à l'œuvre de Jean Dubergé dans la doctrine fiscale contemporaine », comm. Lors du colloque « La psychologie sociale de l'impôt dans la France d'aujourd'hui », en hommage au professeur Jean Dubergé, S. Schmitt et P. Beltrame, dir., Toulon, 30 sept. 2022.
8. « Les timides avancées de la solidarité budgétaire au sein de l'Union européenne », communication lors du colloque « *Union européenne et solidarité(s)* » Congrès annuel de l'AFEE, Nice, 10 juin 2022.
9. « Les sociétés d'artistes, sportifs ou de services (CGI, art. 155 A) », communication lors colloque online de 2ISF consacré aux « *Présomptions en droit fiscal* », sous la dir. de Ch. de la Mardière, Paris, 15 avril 2022. Dossier spécial publié à la *REIDF*, 2022 n°2.
10. « La fiscalité peut-elle développer l'éthique environnementale ? », communication lors de la journée d'étude « *Vers une autorégulation de l'éthique des activités économiques : entre incitations et contraintes* », O. Debat (dir.), Toulouse, 19 nov. 2021.
11. Avec S. de Fontaine : « Europe fiscale : les récents progrès de la confiance mutuelle », conférence CIEL (Comparaison, Internationalisation et Européanisation Lectures), IRDEIC, Toulouse, 4 nov. 2021.
12. « LOLF et environnement », lors du colloque « *La LOLF a 20 ans !* », V. Dussart (dir.), Toulouse, 22 oct. 2021.
13. « Légitimité démocratique, légitimité technocratique et légitimité de l'expertise : les légitimités comparées du Parlement, du Gouvernement et de la Cour des comptes au prisme de la doctrine juridique française », communication lors du colloque « *La légitimité en finances publiques* », C. Husson-Rochongar (dir.), Amiens, 23 sept. 2021.

14. « La fiscalité verte, une « opportunité » ... qui existe déjà ! », communication lors du colloque « *Finances locales et mutations contemporaines de l'État* », C. Husson-Rochcongar (dir.), Amiens, 7 sept. 2021.
15. Discussion autour de l'article "A l'ombre du positivisme, quelle place pour une doctrine de la justice fiscale propre aux juristes fiscalistes (XIX^e - XX^e siècle) ?" publié au sein de l'ouvrage *La justice fiscale (Xe - XXI^e siècle)*, ouvrage collectif édité chez Larcier en 2020, visioconférence organisée par l'équipe des Ateliers de droit fiscal (Département Sorbonne Fiscalité & Finances publiques - IRJS), 3 fév. 2021.
16. « L'Europe fiscale : Impasse de l'harmonisation fiscale ou mutation des instruments juridiques de transfert de la souveraineté fiscale ? », communication au colloque « Souveraineté européenne : du discours politique à une réalité juridique ? », F.-V. Guiot (dir.), IRDEIC, CEEC, Toulouse, 26-27 sept. 2019.
17. « Jean Jaurès et l'égalité par l'impôt », communication au colloque « *Jean Jaurès et le(s) droit(s)* », M. Touzeil-Divina (dir.), Toulouse, 3 sept. 2019.
18. « À l'ombre du positivisme : quelle place pour une doctrine de la justice fiscale propre aux juristes fiscalistes (XIX^e-XX^e siècle) ? », comm. au colloque « Regards croisés sur la justice fiscale (X^e-XXI^e siècle) Égalité ou statuts particuliers ? », dir. C. Glineur, E. de Crouy-Chanel et C. Husson-Rochcongar, Amiens, 4-5 avr. 2019.
19. « La fin du cash et la gestion optimale des finances publiques », in colloque du CERSA, Université Paris II, Panthéon-Assas, « *La numérisation de l'argent liquide : la fin du cash ? Enjeux juridiques et politiques* », G. Koubi et J.-F. Boudet (dir.), Paris, 6-7 déc. 2018.
20. « Constitutionnalisation (et déconstitutionnalisation) du droit financier et fiscal », Conférence, Université de Saint-Etienne, 7 mars 2018.
21. Avec S. de Fontaine, « Frontière et fraude fiscale : une relation consubstantielle », communication au colloque international « *Fraudes, Frontières et Territoires* », B. Touchelay (dir.), Paris, Bercy, Ministère des finances, 23-24 nov. 2017.
22. « Le financement du service public de l'eau », communication au colloque international du LMDP « *Service(s) public(s) en Méditerranée* », N. Sakellariou et M. Touzeil-Divina (dir.), Athènes, 19-20 oct. 2017.
23. « L'administration de l'audit au sein des Nations Unies : un éclatement institutionnel », communication au colloque de l'ILA : « *Le recours aux mécanismes d'audit au sein des institutions internationales* », V. Ndior (dir.), Toulouse, 13 oct. 2017.
24. « Surveillance européenne des déficits budgétaires : sous quelles conditions peut-on ne pas respecter les critères de Maastricht ? Bilan juridique d'un régime d'exception politique », communication au colloque « *L'exception en droit de l'Union européenne* », E. Carpano et G. Marti (dir.), Lyon, 12-13 oct. 2017.
25. « Le cadre européen de la compétence budgétaire du Parlement », colloque « *La Constitution européenne de la France* », H. Gaudin (dir.), Toulouse, 21-22 sept. 2017.
26. « Quelles possibilités d'ajustements d'instruments fiscaux à partir de résultats d'ACV monétarisées ? », in DGDD, B. Meurisse, X. Jardi et Ch. Peroumal (dir.), *Séminaire Monétarisation des biens et services environnementaux : L'analyse de cycle de vie, questions et enjeux autour de sa monétarisation*, Ministère de l'environnement, La Défense, mercredi 24 mai 2017.
27. « Le renouvellement de la prise de décision financière au sein de l'Union européenne suite aux crises récentes : Quelle solidarité dans la procédure budgétaire européenne et au sein du Mécanisme européen de stabilité (MES) ? », communication au colloque « *La solidarité financière européenne – Identification des enjeux nationaux et territoriaux* », C. Delon-Desmoulin et G. Desmoulin (dir.), Rennes - 26 et 27 janvier 2017.
28. « Fraude, contrefaçon et contrebande: définitions et distinction des régimes juridiques au regard du droit douanier contemporain » communication à la journée d'études « *Approche globale de la fraude.*

Frontières et comportements illicites », B. Touchelay (dir.), 27 juin 2016, Musée national des douanes de Bordeaux. Résumé sur <https://fraudmeshs.hypotheses.org/91>

29. « Les taxes carbone à l'épreuve du principe d'égalité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel », communication écrite au colloque « La fiscalité environnementale a-t-elle toujours un avenir ? », S. Schmitt et V. Fumaroli (dir.), Faculté de droit de Toulon – Jeudi 1^{er} octobre 2015.
30. « La réception de la théorie de l'abus de droit en droit français », in F. Bin, (dir.), *Sur l'abus de droit – regards croisés franco-tchèques*, colloque Université Charles de Prague et UT1 Capitole, Prague 18-19 juin 2015.
31. « La politique fiscale peut-elle contribuer à la citoyenneté européenne ? », communication au colloque international « La construction européenne et ses apories », Nice, 29-31 janvier 2015.
32. « Le droit fiscal fédéral américain au service de la territorialisation de l'impôt », communication au colloque « La territorialité fiscale », organisé par le CEFF et l'IRDEIC, Aix-en-Provence, 5 et 6 décembre 2014.
33. « La place des disciplines juridiques spéciales au sein de la recherche en droit », communication au colloque « La recherche juridique vue par ses propres acteurs », sous la dir. de B. Sergues, Montauban, 21 février 2014.
34. « Territorialité et livraison de biens meubles corporels », communication au colloque « La réorientation européenne de la TVA à la suite du renoncement au régime définitif », sous la dir. de M. Francis Querol, Université de Toulouse 1 Capitole, 19 octobre 2012.
35. « Des niches pour protéger l'environnement (IR et politique environnementale) », communication au colloque « *refonder l'impôt sur le revenu ?* », sous la dir. de Mme Laurence Vapaille, Université d'Evry, CERAP Paris XIII, 20 janvier 2012.
36. « Les progrès de la lutte contre la fraude fiscale », communication au colloque « *La bonne gouvernance fiscale* », sous la dir. de MM. Les doyens Orsoni, Louit (CEFF) et du prof. R. Hertzog (SFFP), Université PCAM, Aix-en-Provence, 27 et 28 mai 2011.
37. « La voie de son maître : de l'imposition réelle à l'imposition des revenus procurés par l'animal », communication au Colloque « *L'animal, un homme comme les autres ?* » organisé par le CDPC Jean-Claude Escarras, sous la dir. du professeur Thierry Di Manno, Université du Sud Toulon-Var, 18-19 novembre 2010. Parution Bruylant 2012.
38. « Religion et impôt », in « *Éthique et fiscalité* », Dix-septième colloque d'éthique économique, sous la dir. du prof. J.-Y. Naudet (Centre de Recherches en Éthique Économique et des Affaires et Déontologie Professionnelle) – Aix-en-Provence 24-25 juin 2010.
39. « Etablir l'assiette et recouvrer l'impôt : exemples de procédés étrangers », Colloque « *Les transformations de l'administration fiscale et ses conséquences pour l'usager, le contribuable et le citoyen* », sous la dir. de N. Guillet, GREDFIC-Université du Havre, Direction régionale des finances publiques (DRFiP) de Haute-Normandie, Le Havre, Jeudi 20 mai 2010.
40. « Analyse des enjeux juridiques au travers des publications des acteurs (acheteurs publics, fournisseurs et associations) », Communication au colloque Master DAE : « *Environnement et Marchés publics : Comment évaluer l'impact des critères environnementaux sur les marchés publics ?* », Paris, Sorbonne Amphithéâtre Liard, 27 octobre 2009.
41. « Incitation fiscales : une analyse comparée », communication à la *Conférence annuelle sur le droit européen de l'eau*, Académie de droit européen et Institut für Deutsches und Europäisches Wasserwirtschaftsrecht de l'Université de Trèves, Bruxelles, 23-24 avril 2009.
42. « Sexualité et fiscalité », communication au colloque « Sexualités : répression, tolérance, indifférence », P. Sanz de Alba (dir.), Université de Toulon, 13, 14 et 15 novembre 2008.
43. « Actualité de la fiscalité cultuelle en droit français », communication à la *Journée d'étude "Le droit français des religions : enjeux contemporains"*, Rambaud (Th.) (dir.), PRISME, Strasbourg, MISHA, 28 mars 2008.

44. « L'impôt juste selon la seconde scolastique espagnole », communication au colloque « *La religion et l'impôt* », Ayrault (L.) et Garnier (Fl.), Clermont-Ferrand, 6 et 7 avril 2006.

10. ENSEIGNEMENTS

10.1. Enseignements magistraux

2022-2024 : à l'Université Toulouse 1 Capitole

- *Droit public comparé – Master 1 Droit public (30 h)*

2013-2020 et 2022-2024 : à l'Université Toulouse 1 Capitole

- *Grands systèmes de droit contemporains - Théorie générale du droit comparé – M2 MADIC – Faculté de droit (15h)*

2021-2024 : à l'Université Toulouse 1 Capitole

- *Gouvernance économique et financière de l'Union – Master 2 Droit européen (6h)*
- *Fiscalité des personnes publiques – Master 2 fiscal des entreprises (9h) et formation continue (4h)*

2020-2024 : à l'Université Toulouse 1 Capitole

- *Fiscalité personnelle et patrimoniale – Imposition du revenu – Master 1 Droit fiscal sem. 1 (30 h)*

2020-2022 : à l'Université Toulouse 1 Capitole

- *Question européennes - CPAG – IEP de Toulouse (20h)*

2019-2022 : à l'Université Toulouse 1 Capitole

- *Question européennes – 4e année DIP1 – IEP de Toulouse (20h)*
- *Gestion fiscale – DSCG 1 – TSM (36 h)*

2018-2024 : à l'Université Toulouse 1 Capitole

- *Théorie de l'écofiscalité – Master 2 Droit de l'environnement (15h)*

2017-2024 : à l'Université Toulouse 1 Capitole

- *Finances publiques – CPAG – IEP de Toulouse (20h)*

2014-2024 : à l'Université Toulouse 1 Capitole

- *Institutions européennes – L1 Droit – Centre de Montauban (20h)*
- *Finances publiques – LAP – IEP de Toulouse (42h)*

2012-2024 : à l'Université Toulouse 1 Capitole

- *Droit budgétaire – L2 Droit – Centre de Montauban (36h)*
- *Droit fiscal - L2 Droit - Faculté de Droit de Toulouse Centre de Montauban (36h)*
- *Fiscalité des personnes – L'impôt sur le revenu – M2 Droit fiscal formation continue – (12h)*
- *Finances publiques 1 : Cadres financiers et fiscaux françaises et européens – 4^e année DIP1 – IEP de Toulouse (25 puis 20h)*

2018-2019 : à l'Université Toulouse 1 Capitole

- *Finances publiques – IEJ – préparations dir. PJJ, dir. greffes, inspection du travail (34h30)*

2016 : à l'Universitat Autònoma de Barcelona (UAB)

- *Introduction au droit constitutionnel – Double diplôme franco-espagnol en droit/Grado de derecho programme Erasmus + (8h)*

2012-2023 : à l'Université Toulouse 1 Capitole

- *Finances internationales et européennes – 5^e année DIP1* – IEP de Toulouse (20h)

2011-2018 : à l'Université Toulouse 1 Capitole

- *Droit fiscal - L2 Droit* - Faculté de Droit de Toulouse (36h)

2011-2015 : à l'Université Toulouse 1 Capitole

- *Fiscalité des personnes – L'impôt sur le revenu – M2 Droit fiscal* - Faculté de Droit (20h)

2011-2014 : à l'Université Toulouse 1 Capitole

- *Droit fiscal des affaires* – IEJ (21h)

2011-2013 : à l'Université Toulouse 1 Capitole

- *Gestion juridique et fiscale 1 - Fiscalité internationale de l'entreprise - Master 1 Comptabilité contrôle* – IAE (9h)
- *Droit Fiscal 2 et Droit Fiscal 3 - L3 comptabilité-contrôle* – IAE (60h)
- *Droit fiscal 1 - L2 comptabilité contrôle* – IAE (30h)
- *Gestion fiscale - DSCG* – IAE (15h)
- *Droit fiscal - DCG* – IAE (18h)

2010-2011: à l'Universidad del Salvador – U.S.A.L. Buenos Aires

- *Droit de l'environnement* (40h) – Master 1 *Universidad del Salvador –USAL* Buenos Aires août 2011 – Programme Condamine

2006-2011 : à l'Ecole de droit de la Sorbonne (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

- *Droit administratif* – Licence 2 AES (39 h annuelles) et LAP (36 h)
- *Contentieux administratif et fiscalité de l'environnement* (36h) – M 1 Droit public
- *Droit fiscal des affaires* (TVA et fiscalité locale) 20 h – M2 Droit et fiscalité du tourisme
- *Droit fiscal des affaires* (36h 1^{er} semestre) – Master 1 de droit

2010-2011 : à l'Université Paris XIII-Villetaneuse

- *Finances publiques* (1^{er} semestre) et *Introduction au droit fiscal* (36hx2) – Licence 2 Droit

10.2. Enseignements pratiques

A l'Université Toulouse 1 Capitole – IEP de Toulouse

2013-2016 : Finances publiques – QRC – CPAG et CPI IRA Bastia (12 h)

2011-2012 : Finances publiques – CPAG - Prép'ENA – IEP de Toulouse (40h)

À l'Ecole de droit de la Sorbonne (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne)

2010-2011 : Actualité du Droit public économique (2h) – Préparation au concours de magistrat des Tribunaux administratifs

2009-2011 : Droit public (intervention partagée avec M. P.-O. Caille – 32 h de *droit administratif*) – Préparation à l'entrée en M1 de Sciences po. – Centre d'Education Permanente Paris 1.

2008-2009 : Chargé de TD des Professeur Cohendet, Benetti et François (*Droit constitutionnel* – L1).

2007-2009 : Chargé de TD de M. le Professeur Gutmann (*Droit fiscal des affaires* – M1 Droit des affaires)

2006-2010 : Chargé de Travaux Dirigés des Professeurs Capitant et Teitgen-Colly (*Droit administratif* – L2)

À l'Université Aix-Marseille III Paul Cézanne

2001-2006 : Chargé de Travaux Dirigés de MM. Orsoni (*Finances publiques et fiscalité* – Licence 2), Car (*Droit constitutionnel* – Licence 1), Pontier (*Finances locales* – Master 1), de Mme Viessant (*Théorie et sources du droit fiscal* – Master 1)

11. ENCADREMENT, ANIMATION ET MANAGEMENT DE L'ENSEIGNEMENT ET DE LA RECHERCHE

11.1 Membre du CNU

2019-2023 : membre suppléant puis titulaire de la section 02 Droit public

11.2. Sociétés savantes

Depuis 2023 membre du Conseil d'administration de l'Institut international de sciences fiscales (2ISF)

Depuis 2013 membre du Conseil d'administration de la Société française de finances publiques (SFFP)

11.3. Expertise de formations

2014-2023 Expert auprès du Haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur, Département des formations.

11.4. Responsabilités éditoriales

Membre du comité de rédaction de la Revue *Société, Droit & Religion*, CNRS 2010-2013

11.5 Responsabilité associatives scientifiques

Membre du Conseil d'administration de la *Société française de finances publiques*

11.6. Coordination de groupes de Travaux dirigés

2006-2010 : Coordinateur du groupe des chargés de TD de Madame le Professeur Teitgen-Colly et de Monsieur le Professeur Capitant (Droit administratif - Licence 2)

2003-2006 : Coordinateur du groupe des chargés de TD de monsieur le Professeur Orsoni (Finances publiques de l'Etat et Budgets publics et système fiscal - Licence 2)

11.7. Direction de mémoires de recherche

2023-2024

1. Benjamin Baus, *Enjeux et perspectives du Mécanisme d'Ajustement Carbone aux Frontières de l'Union Européenne* (sujet provisoire), Sciences Po Toulouse, dépôt en juin 2025.
2. Alix Larroque, *L'écofiscalité en Droit européen : la taxe carbone aux frontières de l'Union* (sujet provisoire), M2 Droit fiscal de l'entreprise, dépôt en août 2024.
3. Andrea Trotta, *La présidence de la République, en Italie et en France*, Faculté de droit, M2 MADIC, dépôt en août 2024.
4. Giulia Greco, *L'application par la France et l'Italie du principe européen d'égalité entre femmes et hommes en matière de travail*, Faculté de droit, M2 MADIC, dépôt en août 2024.

2022-2023 :

5. Juliette Blackman, *Liberté de religion et prison. Etude comparée France-Italie*, M2 MADIC, soutenu en sept 2023, 158 p.
6. Nagla Hamidi, *Les mineurs non accompagnés : analyse du cadre normatif entre France et Italie*, codir. Prof. Luigi Fumagalli, Milan, M2 MADIC, sept. 2023, 95 p.

7. Mathilde Bouzigues, *Executive lawmaking in Europe : A comparative study of the French, Spanish and German constitutional systems*, codir. Prof. Nils Schaks, Mannheim, M2 MADIC, sept. 2023, 48 p.

2021-2022 :

8. Damien Martinez, *Un système d'imposition des successions et des donations à bout de souffle. Analyse des propositions de réformes envisagées par les candidats à l'élection présidentielle de 2022*, Sciences Po Toulouse, sept. 2023, 77 p.

2020/2021 :

9. Roxane Ducasse, *Le mécénat environnemental*, M2 Droit de l'environnement, soutenu le 2 sept. 2021, 128 p.

2019/2020 :

10. Ahoussi Yann Abou, *Les actes de terrorisme et leur implication en droit international*, M2 MADIC, 2020, 97 p.
11. Thomas Coudurier, *La perméabilité du développement durable dans le droit*, M2 Droit de l'environnement, 2020, 88 p.
12. Morgane Madonna, *La question de l'existence d'un droit de mourir : la législation sur la fin de vie en France et en Italie dans un contexte international*, codir. Prof. Corrado Del Bo', Milan, M2 MADIC, 2020, 176 p.
13. Martin Pons, *Massification et spécialisation du contentieux des étrangers : Les enjeux pour le juge administratif et les justiciables*, Mémoire de fin d'études, Sciences Po Toulouse, 74 p.

2016/2017 :

14. Marie-Luce Munso, *La concurrence des systèmes coexistant : le cas de l'île Maurice*, M2 MADIC, 2017, 61 p.

2013/2014 :

15. Caroline Bon, *Les class-actions en droit comparé*, M2 MADIC, 2014, 66 p.
16. Ariane Decamps, *Transidentité et Etat civil, Etude de droit comparé entre la France et l'Argentine*, M2 MADIC, 2014, 88 p.
17. Charlotte Lennox, *La Légitime défense du droit de propriété en droit comparé*, M2 MADIC, 2014, 98 p.

2011-2013 : divers projets tuteurés (L3 comptabilité-contrôle) et mémoires de stage – IAE

11.8. Direction de rapports de stage

2019/2020 :

- Loann Pelhate, *Le juge régional des comptes et les nouvelles formes de l'État, Du contrôle de gestion à l'évaluation*, Rapport de stage, Chambre régionale des comptes Occitanie, SciencesPo Toulouse, juin 2020, 56 p.

2018/2019 :

- Aurélien Léonard, *La gestion des emprunts structurés par les collectivités territoriales*, mémoire professionnel, stage Chambre régionale des comptes Occitanie, SciencesPo Toulouse, 2019, 75 p.

- Damien Tournemire, *Quel avenir pour la séparation ordonnateur-comptable dans les grandes collectivités territoriales ? Réflexions au prisme de la mise en place d'un contrôle interne dans l'exécution des recettes des collectivités de la Ville de Toulouse et de Toulouse Métropole*, mémoire de stage, SciencesPo Toulouse, 2019, 87 p.

12. JURYS

12.1. Jury de thèse

28 mai 2015 : membre du jury de soutenance de thèse de M. Nicolas Caruana, « *La fiscalité environnementale. Entre impératifs fiscaux et objectifs environnementaux, une approche conceptuelle de la fiscalité environnementale* », Aix-en-Provence. Jury : Mme C. Viessant (pdte), M. Ph. Billet (rapp.), M. R. Hertzog (rapp.), M. Th. Lambert (dir.).

12.2. Jurys de Concours

2012 : correcteur à l'écrit (épreuve de culture générale), concours de l'Ecole Nationale de la Magistrature (ENM), Ministère de la Justice.

2012 : correcteur à l'écrit (épreuve de culture générale), concours de conseiller pénitentiaire de l'insertion et de la probation (Ministère de la Justice).

2011-2012 : correcteur et examinateur à l'oral (droit public), concours de Directeur pénitentiaire de l'insertion et de la probation (Ministère de la Justice).

2009-2013 : membre de l'équipe de correcteurs et d'examineurs en Finances publiques dirigée par M. le professeur B. Delaunay puis M. le doyen M. Conan (2013), concours de commissaire de police.

2008-2010 : président de jurys de grand oral au concours d'entrée à l'Ecole française du barreau de Paris (IEJ Paris 1) et examinateur en Finances publiques.